



Colloque organisé par Cités Unies France

Note de cadrage

Les RDV de la diplomatie des territoires

Ce colloque s'inscrit sous la nouvelle initiative de Cités Unies France : Les rendez-vous de la diplomatie des territoires. Cités Unies France et ses partenaires accompagnent depuis près de 50 ans, les collectivités territoriales françaises dans l'élaboration des stratégies de coopération décentralisée multilatérales propres pour répondre aux grandes problématiques de notre temps. Dans le contexte de crises, quelles qu'elles soient, crise diplomatique, politique ou effet de catastrophe naturelle qui frappent leurs territoires, les élus locaux se retrouvent en première ligne.

Longtemps considérée comme un « domaine réservé », l'action « diplomatique internationale » est devenue, par la pratique de la coopération décentralisée, une prérogative croissante à l'échelle locale. Il devient urgent de valoriser et soutenir davantage ces diplomates de proximité que sont les élus locaux. Les nouveaux conflits de ces dernières années, plongent l'Europe et le monde dans une nouvelle situation d'instabilité et de guerre. Les tensions « diplomatiques » entre les États augmentent mettant en danger la coopération décentralisée.



NOTE DE CADRAGE

La diplomatie des collectivités territoriales confrontée aux crises qui embrasent le Proche et Moyen Orient

Date : 26 juin 2024

Horaire : 14h00-18h00

Lieu : Assemblée Nationale, salle Colbert

Les crises qui frappent à répétition le Proche et Moyen-Orient, marquées par des blocages diplomatiques persistants, représentent un sujet complexe à décrypter. Les tensions historiques, politiques et religieuses ont créé un environnement multiforme dans lequel on retrouve des acteurs antagonistes animés par des intérêts différents. Les conflits entre Israël et la Palestine, la guerre civile en Syrie, les tensions en Irak, en Iran et au Liban sont autant de facteurs qui contribuent à une perpétuelle crise régionale.

Dans ce contexte, la diplomatie des collectivités territoriales peut jouer un rôle crucial. Les collectivités territoriales dans cette région sont souvent des lieux de diversité culturelle et de coexistence pacifique, offrant un terrain fertile pour le dialogue et la résolution des conflits.

Les initiatives des collectivités territoriales, les coopérations entre villes, les forums de dialogue et les échanges culturels, peuvent contribuer à créer des ponts entre les communautés et à promouvoir la compréhension mutuelle. Elles peuvent servir de plateformes pour la coopération régionale et la construction de réseaux de solidarité.

En encourageant les échanges économiques, sociaux et culturels, les pouvoirs locaux peuvent contribuer à renforcer la confiance et à créer un environnement propice à la résolution des conflits. Mais la diplomatie des collectivités ne peut être qu'un complément aux efforts diplomatiques nationaux et internationaux. Pour résoudre les conflits au Proche et au Moyen-Orient, il est essentiel que les gouvernements régionaux et internationaux s'engagent sérieusement dans le dialogue et la recherche de solutions pacifiques. La coopération entre les villes et les États est donc essentielle pour aborder les défis complexes de la région.

Cités Unies France, avec ses groupes-pays et ses élus accompagne depuis plus de 40 ans les coopérations décentralisées dans cette région du monde. Nos adhérents ont pu ainsi vivre et être confrontés à des périodes d'espoir et de paix où tout était possible ; ce fut le cas à la signature des accords d'Oslo en 1993, avec le lancement d'initiatives originales comme les coopérations tripartites entre collectivités palestiniennes, israéliennes et françaises. Mais aussi des moments de très fortes tensions, lors des Intifada, des guerres à Gaza, des crises au Liban et de la guerre sans fin en Syrie.

Dans chacun de ces moments, les collectivités n'ont jamais arrêté de poursuivre leurs échanges, essayant de promouvoir le dialogue avec leurs homologues. Parfois attendant les moments les plus propices pour proposer des espaces de dialogue entre les parties en conflit, l'échange entre jeunes. Les élus des collectivités territoriales engagées au Proche-Orient continuent aussi de jouer leur rôle de relais d'information et de plaider fort auprès des autorités nationales et internationales, en

gardant comme valeurs guides le respect du droit international, la paix entre les peuples et le respect du droit de vivre des populations.

Aujourd'hui le monde traverse une nouvelle fois une crise majeure qui touche l'Europe et le Proche-Orient en particulier. Les risques d'escalade et d'extension du conflit qui oppose Israël et le Hamas, qui a déjà causé un nombre incalculable de morts et ruines parmi la population civile, sont élevés. Dans ce fragment difficile, les collectivités ici et là-bas sont en première ligne pour proposer des solutions pour appeler à la paix, pour défendre le droit des jeunes à vivre normalement et avoir droit à un futur. Nos maires et présidents d'exécutifs, souvent avec de très faibles moyens à leur disposition, mettent leur engagement politique avant tout et ils assument les responsabilités que leur mandat leur impose avec courage et détermination.

Lors de ce nouveau colloque, nous écouterons ainsi des chercheurs et grands témoins invités à nous partager leur analyse sur la situation mais aussi les collectivités territoriales engagées sur le terrain sur plusieurs fronts pour apporter des solutions, proposer des espaces où les seuls intérêts en jeu sont ceux de la paix et de l'arrêt de la guerre.